

Que s'est-il passé le 16 décembre à l'université Paris Diderot ?

Puisque la présidence de l'université Paris Diderot – Paris 7 n'a pas jugé utile de raconter ce qui s'est réellement passé vendredi 16 décembre dernier, en voici un compte-rendu.

UN CONSEIL D'ADMINISTRATION ILLEGAL

L'organisation du Conseil d'Administration (CA) du 16 décembre était en elle-même un monument de fourberie et d'illégalité. Pour minimiser et invisibiliser la contestation, la présidence de Paris 7 a convoqué le CA un vendredi de veille des vacances, moment où l'université est quasiment déserte. Elle a de plus volontairement omis d'indiquer aux élus son lieu, ce qui constitue un manquement gravissime à la loi et à la démocratie universitaire. **Un lieu de rendez-vous a bien été envoyé aux élu-e-s et membres invité-e-s la veille, mais ce n'était pas le même pour celles et ceux qui défendaient la fusion et pour les autres !** Au bout du compte, les **élu-e-s hostiles au projet n'ont jamais eu connaissance de la salle où se tenait le CA.** La présidence de Paris 7 espérait ainsi **empêcher une partie des élu-e-s enseignant-e-s, étudiant-e-s et du personnel d'assister à ce CA pourtant capital pour l'avenir de l'université !**

UN RASSEMBLEMENT POUR LE RESPECT DE LA DEMOCRATIE

Au même moment les étudiant-e-s, personnels et enseignant-e-s mobilisé-e-s contre la fusion, dont le mouvement s'organise et prend de l'ampleur depuis plusieurs semaines, étaient **plus de 300 à se rassembler pour exiger le report du vote**, au nom de tou-te-s celles et ceux qui se sont prononcé-e-s contre le projet (10 UFR sur 16 !). Nous nous sommes ainsi retrouvé-e-s dans la cour des Grands Moulins pour porter cette revendication auprès des élu-e-s présent-e-s et du vice-président François Villa, également présent.

QUELLE REPONSE PRESIDENTIELLE ? LES COUPS !

Nous devinâmes assez vite le stratagème fallacieux de la présidence : aucun-e pro-fusion n'étaient présent-e-s et François Villa servait « d'appât » pour détourner les élu-e-s du lieu du vote. Comptant – peut-être un peu naïvement – sur le fait que ce dernier est, en tant que vice-président CA, statutairement « garant du bon fonctionnement du conseil d'administration », nous lui avons demandé des comptes. Il préféra tenter de s'échapper sans répondre, assisté par quelques vigiles zélés, dont certains ne s'embarrassèrent pas de principes et n'hésitèrent pas à **user de violence et à porter des coups aux étudiant-e-s qui leur barraient la route pacifiquement !** La semaine précédente, le chef adjoint à la sécurité avait déjà multiplié les provocations auprès des étudiant-e-s mobilisé-e-s (« Alors, vous êtes prêts pour vendredi ? Parce que nous oui. On est super chauds ! »). Et en effet, sur le moment, il nous a semblé qu'aux côtés du vice-président CA, certains membres de son équipe avaient dû opérer une confusion malheureuse entre « agir avec professionnalisme » et « foncer dans le tas » : insultes (entre autres sexistes), étranglements, tirage de cheveux, intimidation... furent de mise. Enfin, après avoir réussi à s'échapper par une porte dérobée, notre vice-président du CA s'est réjoui que le vote puisse se faire... sans les élu-e-s de l'opposition, disparaissant derrière deux vigiles dans un dernier éclat très démocratique : **« On a le quorum, vous avez perdu. »**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION N'AURA PAS LIEU

La manœuvre était grossière. La partie du Conseil d'administration convoquée au bon endroit, qui de fait cautionne de telles pratiques – la même qui depuis deux ans et demi ratifie sans aucun débat les décisions de la direction parce que la « prime à la majorité » et les « personnalités extérieures » la rendent toute-

puissante –, s'était installée au fin fond de la Halle aux Farines, dans une salle de cours réaffectée dont les vigiles avaient... retiré les poignées, plâtré les ouvertures et bloqué les portes avec des barres de fer !!! La présidence a par ailleurs **refusé de laisser entrer certain-e-s élu-e-s d'opposition**, avant que les étudiant-e-s n'envahissent la salle pour protester contre cette mascarade.

Nous avons réclamé la fin de ce Conseil d'administration doublement scandaleux, qui restait persuadé d'être dans ses droits alors qu'il discutait en toute tranquillité, après avoir évincé les voix dissidentes, un projet dont presque personne ne veut ! Pour acter officiellement l'annulation du Conseil, nous avons demandé à la présidente, Christine Clerici, de rédiger un simple mail. La présidence ayant déjà essayé de réunir un CA en l'absence d'une partie des élu-e-s, nous ne pouvions prendre le risque qu'une fois sortie elle tente à nouveau de réunir ses fidèles pour voter la fusion en secret. Elle a refusé ; nous avons ainsi été mis-es dans l'obligation de rester pendant toute la durée durant laquelle le CA avait été convoqué (3 heures, qui nous ont porté-e-s à 17h), dans le respect de tou-te-s.

L'ETRANGE COMMUNICATION DE LA PRESIDENCE

La présidence de Paris 7 s'est ensuite empressée de poursuivre son travail de désinformation : elle a envoyé à l'ensemble de la communauté universitaire un message énigmatique, dont la lecture ne permet pas de comprendre si les raisons de « sécurité » qui rendaient la tenue du CA impossible étaient du fait de Daesh, d'une catastrophe naturelle ou d'une pluie de grenouilles. Ce courrier ne faisait aucune mention de la contestation générale du projet et osait appeler « démocratie » cette tentative de voter dans un bunker en laissant de côté la majeure partie de ses opposant-e-s élu-e-s. Devant les communiqués rétablissant la vérité, la présidence a dû se fendre d'un second message, bien plus travaillé et d'une malhonnêteté admirablement ficelée : elle y manie le mensonge et la langue de bois avec un talent rare. **La réalité, telle que nous l'avons longuement décrite ici afin de combler les « vides » et les contre-vérités du *story telling* présidentiel, s'avère moins flatteuse.**

Pour comprendre l'intensité des sentiments démocratiques de la présidence, rappelons que Christine Clerici a été élue en 2014 précisément **sur la promesse de ne pas fusionner**. Et que dire son appel au « respect de nos instances » sinon rappeler que **la présidence s'était assise d'avance sur l'avis du CA en envoyant la « feuille de route »** au Commissariat Général à l'Investissement (CGI) **avant même qu'elle ne soit votée**, dans l'objectif de (re)candidater à l'argent de l'« Initiative d'Excellence » que le gouvernement lui promet en échange de la fusion ?

ET MAINTENANT ?

Un nouveau CA est d'ores et déjà annoncé le mardi 3 janvier, à 9 heures, au rectorat. Nous serons au rendez-vous pour contrer cette nouvelle tentative d'imposer ce projet délétère. La résistance victorieuse de la communauté universitaire le 16 décembre a permis de redonner de l'espoir et d'initier un mouvement qui ne prendra fin qu'avec le retour de la démocratie universitaire et le rejet du projet de fusion. Nous avons prouvé que **la lutte collective est en mesure de mettre en échec la présidence** et nous continuerons à le prouver. Si vous souhaitez être inscrit-e sur la liste d'information afin d'être tenu au courant des modalités de la mobilisation, vous pouvez le faire à l'adresse suivante : <http://tinyurl.com/infofusion> en cliquant sur « Abonnement à ce groupe ».

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des étudiant-e-s, des personnels et des enseignant-e-s mobilisé-e-s contre ce projet de fusion. Nous sommes soutenus par Solidaires Étudiant-e-s Paris 7 et Sud Éducation Paris 7.

Pour plus d'informations : <https://www.facebook.com/fusionP357/>

Ou sur twitter : <https://twitter.com/fusionP357/>